

Mali : L'inquiétude de familles pour leurs proches arrêtés lors du coup d'État

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 01 SEPTEMBRE 2020

678

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



CNSP : la suicidaire chevauchée solitaire



Transition : Mahmoud Dicko propose 18 mois ou moins et un civil, à sa tête



Crise scolaire : Les regards sont rivés sur la junte !



**LIBÉREZ
L'HONORABLE
SOUMAÏLA
CISSE !**

ENSEMBLE NOUS POUVONS !

Une	CNSP : la suicidaire chevauchée solitaire	P.4
Brèves	Manifestations du mois de juillet dernier : Cérémonie de prières et de sacrifices à la mémoire des victimes	P.11
	Lutte antiterroriste au centre : L'armée a mis hors de combat une vingtaines d'assaillants	P.11
	Inondations au Mali : Plus de 26 700 personnes affectées	P.12
	Embargo sur le Mali : Le bétail, le gilet anti embargo	P.12
	Les terroristes se dotent de nouveaux équipements militaires : Des dispositifs de surveillance	P.13
	Le groupe Renouveau à l'honneur : Maliki Diallo lauréat du prix MaMa20, catégorie télé	P.13
Actualité	Crise scolaire : Les regards sont rivés sur la junte !	P.15
	Education : Les parents aux aguets	P.16
	Cour d'assises de Bamako : Tradithérapeute d'un genre particulier	P.17
Politique	Transition : Le tandem CNSP – M5-RFP se met en place	P.19
	Mali : L'inquiétude de familles pour leurs proches arrêtés lors du coup d'État	P.21
	Transition : Mahmoud Dicko propose 18 mois ou moins et un civil, à sa tête	P.22
Culture & société	Environnement : Pourquoi nos rues sont-elles si sales?	P.24
International	Cohésion sociale : Hamed Bakayoko exhorte les populations de Daoukro à privilégier l'intérêt supérieur du pays et à cultiver la paix	P.25
	RDC : L'ancien catcheur albinos Mwimba Texas est décédé	P.25
	Politique : Kamala Harris, nouvelle cible des attaques racistes de Donald Trump	P.26
Sport	Mercato : Guardiola est à Barcelone... pour Messi ?	P.27
	Didier Drogba : Vers un sauvetage de sa candidature à la présidence de la FIF ?	P.28



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



CNSP : la suicidaire chevauchée solitaire

Des signes inquiétants de gouvernance observés ces jours-ci dénotent-ils de l'erreur du CNSP de vouloir entamer un long marathon amputé d'une jambe et d'un poumon, le M5-RFP ?

La lune de miel entre le Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP) et le Mouvement du 5 Juin-Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) serait-elle terminée ? C'est le moins que l'on puisse dire car des signes inquiétants de gouvernance qui tranchent avec la communion entre les militaires et le Peuple malien constatée le vendredi, 20 août 2020, sur la Place de l'Indépendance, sont visibles depuis quelques jours. En témoignent la publication par le CNSP au Journal officiel d'un Acte fondamental qui est une prise totale du pouvoir, et la convocation par un communiqué télévisé de partis politiques et des associations de la société civile pour évoquer l'organisation de la Transition, convocation reportée in extremis et sine die. Les militaires du CNSP sont-ils en train de montrer leurs vrais visages aux Maliens après une opération de séduction pour se faire accepter ? Ce serait une grave erreur au moment où il faut une union sacrée pour faire face à la Communauté Économique Des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui vient

de reconduire ses sanctions contre le Mali, sanctions qui commencent à produire leurs effets sur le plan économique et social. L'ancien Président-Général Moussa Traoré, qui sait mieux que quiconque de quoi il parle, le leur a dit en toute franchise quand ils sont officiellement allés pendre conseil auprès de lui en sa résidence à Djicoroni..

Sitôt les premières concertations et prises de contacts avec les forces vives du Mali terminées, le CNSP a décidé de prendre les affaires du pays en main. Certes cela n'est pas une mauvaise chose en soi tant les urgences sont nombreuses et les échéances pressantes. En effet, depuis le 12 juin 2020, suite à la démission et la reconduction de Boubou Cissé au poste de Premier ministre, le Mali est sans Gouvernement. Cela a conduit à une certaine morosité dans la conduite des affaires publiques et les effets économiques et financiers des sanctions de la CEDEAO se font déjà sentir à travers notamment le retard pris dans le paiement des salaires et des pensions de retraites des fonctionnaires. Néanmoins, les der-

nières décisions prises par le CNSP ne présagent rien de bon quant à la conduite de la future Transition au Mali.

Face à la CEDEAO qui travaille à mettre à genoux le Peuple du Mali en lui imposant des sanctions qui ne tiennent pas compte des réalités du pays, les Maliens ont plus que jamais besoin de se souder. Plus ils seront soudés, moins les Chefs d'État de l'organisation sous régionale auront des raisons de s'acharner sur leur pays. Aussi, les militaires du CNSP ont-ils intérêt à s'allier avec les forces vives du pays, particulièrement le M5-RFP qui reste, quoi qu'on en dise, le partenaire stratégique dans la bonne conduite de la Transition. Faut-il le rappeler, c'est le M5-RFP qui a initié et conduit la lutte contre Ibrahim Boubacar Kéita et son régime ; c'est le M5-RFP qui a affaibli l'ancien pouvoir et permis aux militaires du CNSP de lui porter l'estocade. Voilà pourquoi les militaires ne peuvent ignorer cette immense force sociopolitique qui a fait trembler et continue de faire trembler tous les dirigeants de la sous-région tripatouilleurs de



Constitutions.

A vrai dire, les militaires du CNSP se prému-
niraient des attaques venant de l'extérieur en
se mettant derrière les civils. C'est pourquoi
ils ne devraient rien entreprendre sans les y
associer. Le CNSP sera renforcé si les civils
décidaient que la Transition au Mali sera
conduite par un militaire et que la Transition
durera 2 ans au lieu de 12 mois comme l'im-
pose la CEDEAO. C'est pourquoi la décision
unilatérale du CNSP de proclamer le Colonel
Assimi Goïta Chef de l'Etat et de facto Prési-
dent de la Transition est une maladresse qui
pourrait être lourde de conséquence car elle
pourrait être considérée par la CEDEAO comme
une bravade. La reconduction des sanctions
contre le Mali tire sans doute une partie de
son explication dans cette décision. Le CNSP
a dû être réconforté par l'opinion favorable des
Maliens à voir la Transition portée par les mi-
litaires sur une durée moyenne de 2 ans. Ce-
pendant cette opinion favorable devrait les
rapprocher davantage du M5-RFP et des au-
tres composantes des forces vives du pays qui
seront leurs pare-balles face aux tirs groupés
de la CEDEAO.

Le CNSP a-t-il été perturbé par tout ce qui se
dit autour de lui et tout ce qu'il aurait entendu
de contradictoire dans leurs concertations
avec les partis politiques et la société civile ?
Sans doute. Mais il devrait savoir que c'est une
guerre de positionnement qui se déroule ac-
tuellement entre les anciens alliés d'IBK qui
ne voudraient en aucun cas perdre tout le pou-

voir, et ceux du M5-RFP coupables, à leurs
yeux, d'avoir déchiré la gourde à lait. Durant
une semaine, comme ce fut le cas avec le ca-
pitaine Amadou Haya Sanogo en 2012, plu-
sieurs notabilités politique et civiles se sont
relayées à Kati, siège du CNSP, pour rencontrer
les chefs militaires, certains apportant des
mallettes pleines de billets de banque aux di-
res mêmes du porte-parole des militaires,
le colonel Ismaël Wagué. Pour de jeunes offi-
ciers loin des milieux politiques et mondains,
ce jeu des chaises musicales a quelque chose
de très malsain dont ils ont pu être totalement
dégoutés, ce qui les aurait poussés à prendre
les choses en main.

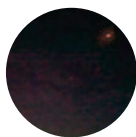
Pour autant, le CNSP a tort de vouloir faire ca-
valier seul et devrait écouter la mise en garde
de Mahmoud Dicko quant à une confiscation
de ce qui apparaît désormais comme une vé-

ritable révolution. Car les dizaines de milliers
de Maliens qui, à travers le pays et au sein de
la diaspora, sont sortis pour crier leur colère
face à la mauvaise gouvernance d'IBK ne dor-
ment ni ne sommeillent et ont fait la preuve
de leur détermination même face à la Force
Spéciale Anti-Terroriste (FORSAT) et de ses
armes létales. Aussi, pour ne pas créer un
front anti-CNSP à l'intérieur du pays, les mi-
litaires devraient rapidement changer leurs fu-
sils d'épaule en travaillant étroitement avec
le M5-RFP et les autres composantes des
forces vives du pays, celles qui ne travaille-
raient pas pour la restauration de l'ancien sys-
tème. C'est la seule façon de rassurer les
millions de Maliens qui s'interrogent sur les
signes inquiétants de dérive du CNSP.

■ Diala Thiény Konaté



Amadou Tall



BALAYAGE AU MALI :

#IBK EST PARTI, ET APRÈS ? -

Le nettoyage du régime IBK n'était pas un objectif en soi. Il avait pour but déclaré de permettre l'érection d'un nouveau Mali ou un #Malikoura (affirmé par #EMK puis le #M5RFP son héritier). IBK est parti, quoi après ? On nage!

Beaucoup de maliens ont eu tendance à réduire la lutte pour faire démissionner IBK à un homme : #MahmoudDICKO.

Or, l'imam DICKO vient de déclarer: "Ma mission est terminée. Je retourne à la mosquée. Beaucoup ne savent donc pas que faire maintenant. On se perd en conjectures.

Les maliens eux-mêmes répètent à longueur de journée qu'il faut raisonner en terme de Mali (#Maliko) et non d'une personne (môgôko). Le serpent s'est mordu la queue.

IBK est parti mais le Mali n'est pas encore sorti de l'auberge. La lutte doit continuer. Ceux qui l'ont initiée sont toujours là et debout.



Cheibani Haidara



Une jeunesse engagée et qui se met au travail doit être la nôtre, pas de fau-fuyants. Malheureusement, les jeunes d'aujourd'hui sont corrompus pour la plupart et opportunistes.

Tant que nous ne nous reformons pas, de grâce ne demandons pas le retrait de nos aînés car ils n'iront nulle part. la responsabilité est à la fois individuelle et collective.

Dis moi quelle jeunesse tu as et je te dirai quel peuple tu seras.



CANAM - MALI



CANAM : Bonne prise en charge des assurés AMO

Visite matinale du DG à l'annexe...

Pour un bon fonctionnement des différents services en vue d'une bonne prise en charge des assurés AMO, le Directeur Général de la CANAM, Mahamane Baby, a effectué ce lundi 31 août 2020 une visite inopinée dans les locaux de l'annexe Lamine Ndiaye. Ce bâtiment abrite trois directions à savoir la Direction de l'appui aux OGD, la Direction du Système d'Information et la Direction de l'organisation, du contrôle et la qualité des soins.

Il s'agissait pour M. BABY de constater de visu le travail qu'effectuent les différents services. Il a, tour à tour, visité les bureaux abritant le service de distribution des cartes, de l'enrôlement biométrique et la validation des dossiers et le bureau qui accueille les porteurs d'uniformes. Le Directeur Général de la CANAM a exhorté les agents à plus d'assiduité et de dévouement afin de répondre au mieux aux besoins des assurés. "Aucun retard ne sera toléré. J'y veillerai", a-t-il mis en garde. Il a promis un renforcement de capacité des différents services pour soulager au plus vite les assurés AMO.

SERCOM CANAM



Izzi Afriq



Analysons un peu la situation ! Son excellence Mr Ibrahim Boubacar Keita et son honorable Karim Keita / père et fils /

Soumaila Cissé, né le 20 décembre 1949 à Tombouctou au Mali, est un homme politique malien, ministre entre 1993 et 2002 et plusieurs fois candidat à la présidence de la République. Et après chef du fil d'opposition Malienne a été enlevé depuis plusieurs mois.

Karim Keita l'enfant terrible de l'ancien président son excellence Mr Ibrahim Boubacar Keita 'un jeune Assoiffés du pouvoir qui était près à tout pour être le successeur de son père mais seulement y'avait un problème la présence de Soumaila Cissé son influence sur le plan politique et sa popularité était incontestable qu'on devrait se poser certaines questions si déjà quelqu'un pouvait le concurrence Lors des prochaines élections présidentielles

1 Est ce que Karim Keita est le commanditaire de l'enlèvement de soumaila Cissé pour prépare le terrain avant les élections présidentielles prochaine un adversaire de taille
 2 URD/ de l'opposition à la majorité présidentielle
 Tiebile drama /le chef de campagne de soumaila Cissé qui devait normalement être nomme comme ministre des collectivités territoriales (le ministère qui organise les élections)
 Et l'ancien président qui montrait aucune inquiétude face a la situation qui disait qu'il allait bientôt rentre. Mais nous ignorons complètement les fondements de ce bientôt il va rentrer soumaila Cissé aurait commandite son propre enlèvement avec la complicité de l'ancien président IBK pour venir s'imposer au bon moment (l'élection présidentielle prochaine)
 Où le fils prodigue Karim Keita aurait fait disparaître soumaila Cissé pour laisser le terrain a lui seul
 Quelqu'en soit le complot Manassa ne faisait pas partie
 Quelqu'en soit le complot le coup d'état VIP ne faisait pas parti
 Restons vigilants
 Les maliens Aime le victime
 Attention avant d'accueillir Soumaila Cissé en HERO



Ibrahim Ikassa Maïga

MON CONSEIL AU CNSP

Sachez tout d'abord que vous avez terminé ce que le peuple Malien (M5-RFP) avait commencé, Alors il n'est un secret pour personne que le M5-RFP est acteur clé pour ne pas dire le principal acteur de ce changement, C'est le M5-RFP en un moment qui a su dire non, aux postes, à l'argent pour choisir le Mali,
 Que le CNSP sache qu'il n'a pas d'autre partenaire et soutien que le peuple Malien,
 La CEDEAO ne peut rien, si vous êtes avec votre peuple,
 Alors aux jeunes militaires de faire extrêmement attention pour ne pas perdre la confiance du peuple, pour cela il faut que vous arrêtez



avec des erreurs,
 Le peuple Malien avec M5 sont debout et vous observe,
 Le Malien a faim!
 Oui faim de la justice, de la transparence, de l'équité et d'égalité,
 Vous êtes un espoir pour le peuple Malien alors ne vous trompez pas d'ennemis,
 Votre seul ennemi reste la CEDEAO,
 Ne vous trompez de partenaire actuellement votre seul partenaire est le M5-RFP.
 Le combat du M5 est un combat juste et noble,
 Alors très chers jeunes militaires faites attentions le peuple Malien vous observe et vous serez jugé par l'histoire.
 Mahmoud Maiga dit Boubeye



Présidence de la République du Mali



La Présidence de la République a le regret d'annoncer le décès du Conseiller Spécial Dr. Ibrahim Bocar Ba, ancien Ambassadeur et Président du parti UM-RDA. A sa famille éplorée, la Présidence de la République adresse ses sincères condoléances et prie pour le repos éternel de l'illustre disparu.



Mahamadou Diakite

Transition : Le nom d'une personne responsable au poste du premier ministre !



PINAL



Face à ces situations très difficile que vivent les populations du 5e Arrondissement communal de Niamey, entant que Député National, élu au titre de la région de Niamey, j'ai décidé de renoncer à mes indemnités (salaire) du mois Août 2020 pour les soutenir.

Je sais que ce n'est qu'une goutte d'eau dans un océan mais je vais également profiter pour lancer un cri de cœur à l'endroit de toutes les bonnes volontés afin de venir en aide aux familles des victimes de ces inondations.

La situation est très grave !

Et je lance un appel aux autorités pour faciliter à ces femmes et ces enfants en larmes l'accès dans les écoles publiques du 5e arrondissement de Niamey. Le gouvernement doit leur trouver un abri, c'est la moindre des choses !

Que le seigneur nous assiste !

Votre Serviteur Oumarou Abdourahmane



Touré Abdoul Karim



Moussa Mara doit comprendre que Les grands singes nous montrent qu'il est parfaitement possible de faire de la politique sans tenir sur la stratégie de l'émotion, ni enfoncer le couteau pour montrer la souffrance du Mali d'en bas. Un Mali d'en bas auquel il n'a jamais participé et qu'il utilise comme argument pour s'attaquer à tout ceux qui sont devant. Chez les grands singes, un mâle voulant accéder au sommet de sa hiérarchie va s'évertuer dans un premier temps à s'assurer le soutien des femelles. Il usera parfois d'intimidations physiques, mais le plus souvent de relations aimables. Il les épouille, partage volontiers la nourriture et leur assure protection. Puis, il en fait de même avec les autres mâles, sans manquer de rassurer le mâle dominant. Une fois qu'il se croit assez sûr de la qualité de ses relations avec les femelles et les autres mâles, il commence à défier le mâle dominant.

L'activité d'épouillage entre grands singes est, avec le partage de nourriture, le principal moyen de construire des alliances et de s'imposer dans le paysage comme prétendant à la victoire finale.

C'est bien ce que font aussi les hommes politiques dans le jeu politique lorsqu'ils viennent dans les lieux publics, participent à des manifestations collectives ou se déplacent sur les places du marché. Le langage et le discours deviennent secondaires. Le plus important se trouve dans les attitudes, les mains serrées, les embrassades, les attouchements; comme chez les chimpanzés. Inutile de préciser que cette prééminence du paraître sur l'être et de la forme sur le fond est aujourd'hui décuplée par un écosystème digital puissant avec les réseaux sociaux et un traitement de l'information continu. La moindre poignée de main ou émotion affichée lors d'une rencontre politique entre deux leaders ou au cours d'un bain de foule est aussitôt analysée, disséquée, décortiquée, théorisée, provoquant une avalanche de commentaires plus avisés les uns que les autres de la part d'experts en tout genre se succédant sans relâche sur les plateaux de télévision.

Cette mise en scène permanente de l'émotion dans la sphère publique renvoie à la stratégie du coup de point sur les émotions qui sont une réaction psychophysiologique complexe et intense. Elles naissent généralement à la suite d'un changement dans les relations entre un individu et son environnement. Les émotions sont issues d'un processus très largement inconscient, à la différence des pensées les accompagnant sur lesquelles on peut agir consciemment. L'intelligence émotionnelle est ainsi la capacité à reconnaître, comprendre et maîtriser ses propres émotions et à composer avec celles des autres.

Il n'est pas étonnant pour le public de croire à une sorte d'empathie cognitive qui se réfère à un système conscient permettant de comprendre les émotions d'autrui en prenant en compte ses particularités (caractère, contexte culturel, social, etc.).

il faut nécessairement, pour arriver à incarner quelque chose dans le temps, avoir une part de sincérité et de spontanéité. Ce n'est pas possible d'être dans le mensonge permanent. La catégorie des leaders comme Moussa Mara sont des menteurs et narcissiques; des leaders populistes qui veulent être perçus comme authentiques et différents, précisément parce qu'ils ne craignent pas de transgresser les règles du système en place, et d'alimenter ainsi le concept de récupération sur le plan électoral d'une opposition entre les masses et les élites déconnectées et corrompues. La figure du soi-disant grand homme providentiel pour la jeunesse peut alors s'imposer dans le paysage politique et dans l'esprit des masses. Ce sauveur d'une jeunesse larguée et non formée des temps modernes qui, par son courage et sa détermination, saura redonner au peuple le pouvoir injustement confisqué par des forces obscures, c'est à dire les anciens. Et peu importe si ces nouveaux leaders du peuple ne sont en réalité bien souvent pour la plupart que de purs produits du système ayant grandi dans les beaux quartiers et suivi les mêmes cursus que les élites intellectuelles et financières qu'ils stigmatisent et pourchassent. À défaut de se rapprocher véritablement du peuple, le leader populiste va surtout conspuer des ennemis plus ou moins imagi-

naires, diaboliser les politiciens en place, dénoncer des ennemis du peuple, désigner des coupables, calomnier et livrer des figures publiques à la vindicte populaire pour se faire adorés par une masse en quête de solutions.

Moussa Mara était considéré comme une référence à une époque, un nouveau espoir pour une jeunesse qui n'avait pas attendu longtemps pour le découvrir.

Aujourd'hui, il tente de jeter le bébé avec l'eau, en voulant s'accrocher volontairement à un échec dit collectif des anciens, pour s'effrayer un chemin en usant d'une jeunesse manipulée.

Il faut lire tous ces livres pour comprendre que c'est l'un des plus grands acteurs du mimétisme intellectuel.

En d'autres temps, ce n'était même pas possible d'être là où un Mountaga Tall se trouve.

Quand à la petite fille sans contenu à qui semble t il, le journaliste a tenté de faire avaler des réponses préparées, elle ferait mieux de retourner à l'école ou aller se former. C'est une honte pour elle-même d'être victime de son ignorance à tel point. La forme et l'apparence disparaissent, parce qu'une vie sans contenu, est une vie ratée, peu importe ce qu'on peut penser.

Touré Abdoul Karim



Yehia Tandina

Tombouctou : Aide Algérienne

Après plusieurs interpellations à la distribution de l'appui Algérien au profit des victimes de la COVID19,voici enfin la Direction régionale du développement social à l'oeuvre. Tenez-vous bien jamais cette ville n'a été aussi humiliée que ce jour au Csref de Tombouctou. Une longue file de personnes démunies qui constituent une partie des victimes de la pandémie était à l'attente. Au résultat 2l d'huile,2kg de sucre,2kg500 de farine, 2 sachets de sirop pour un bénéficiaire. De l'histoire des appuis apportés aucun partenaire n'a osé faire un tel geste.

Le conseil régional a procédé à une distribution conséquente et la livraison était faite au domicile des bénéficiaires dans la plus grande discrétion. Des ONG de la place offrent des tickets enumerants les quantité de vivres pour chaque bénéficiaire et le retrait se passe chez un commerçant de la place. C'est vrai mes communautés sont pauvres,cependant elles ont leurs dignité donc elles méritent respect surtout de la part d'un service technique.

Notre appel a été répondu par l'ensemble des sensibilités de l'inté-



rieur comme de l'extérieur et d'autres en font leurs propriétés. Tombouctou n'a donné un chèque en blanc pour personne...



Ambassade des Etats-Unis au Mali



L'ambassade est fière de féliciter le Sergent Shaw Moreau de la marine américaine et le chauffeur Mahamane Traoré, qui ont reçu des distinctions pour leur acte de bravoure de la part de l'Ambassadeur Dennis Hankins. Shaw Moreau et Mahamane Traoré, tous deux de l'ambassade, ont sauvé la vie d'un automobiliste qui s'est retrouvé dans une fosse de drainage rempli d'eau suite à un accident de la route. Grâce à eux ce dernier a été sauvé d'une noyade certaine. Mention spéciale à ces braves hommes !



Alphasidiki Sangare



Salaires du personnel des ADR

Une décision inique !

L'Agence de Développement Régional de Bamako (ADR) de Bamako a organisé ce samedi 29 juillet 2020 dans ses locaux une conférence de presse. Au menu : le blocage des salaires du personnel

Au nom des 11 Réseaux le Directeur général de l'Agence de Bamako, Mahamoudou Wadidié, a déclaré que les Agences pour le Développement Régional (ADR) font aujourd'hui face à un blocage de salaire. Cela suite à une correspondance en date du mois d'août qui les informant de la suspension de des salaires des 78 agents du personnel, en attendant une décision du conseil des ministres alignant les sa-

laire du personnel (contrats à durée indéterminée et à durée déterminée) sur la grille de la fonction publique.

Or cette mesure, argue-t-il, n'est pas compatible avec le statut de l'Agence de Développement Régional, un établissement public à caractère administratif (EPA) doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Pour la bonne raison que les agences ont un budget de 200 millions de Franc FCFA, dont 82 millions de FCFA sont consacrés aux salaires qu'elles n'ont jamais dépassés.

Le préavis de grève de trois semaines du syndicat, initialement prévue pour le 1er septembre, est reporté au 18 du même mois, pour donner aux nouvelles autorités le temps de circonscrire le problème, a-t-il dit, avant de préciser que les Agences pour le Développement régional ont été créées pour la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix issu du processus d'Alger.

A ce titre, elles constituent le moyen privilégié pour faire de la régionalisation l'outil principal de renforcement de la décentralisation. Car elles ont surtout pour mission d'accompagner les collectivités territoriales pour les maîtrises d'ouvrage et le développement social et économique dans les domaines de l'éducation, la santé, l'environnement, les mines et la création des marchés modernes etc.

Alpha Sidiki Sangaré



Sékou Tamboura

LA NATION EN DEUIL

Décès de Ibrahim Bocar Ba, Président UM-RDA, dans la nuit du dimanche 30 au lundi 31 août 2020.

- Docteur d'État en sciences économiques
- Ancien Directeur Général de la BDM



- Ancien Ambassadeur

- Ancien Conseiller spécial à la Présidence de la République du Mali

- Président de l'UM-RDA

La levée du corps est prévue le mardi 1er septembre 2020 à 16 heures chez lui-même à Sokorodji.

Condoléances attristées ! Que la terre lui soit légère!



Csdm Gabon



En répondant à l'appel du CNSP, le CSDM pour qu'il est un acteur majeur de la société civile qui ne ménage aucun effort pour porter plus haut les aspirations de la diaspora.

Le plus dur reste à faire.

Aujourd'hui il devient plus que nécessaire que tous les acteurs se donnent la main pour un Mali digne, uni et en paix.

Un grand bravo au Président Mohamed Chérif Haidara et à tous les membres du CSDM.

Servir et non se servir.



WESTERN UNION

WU SM

MONEY TRANSFER

Manifestations du mois de juillet dernier : Cérémonie de prières et de sacrifices à la mémoire des victimes



Une cérémonie de prières et de sacrifices a été organisée vendredi au Palais de la Culture Amadou Hampâté Ba, pour rendre hommage aux victimes des manifestations de la mi-juillet à Bamako. Les chiffres donnés par les organisateurs du rassemblement indiquent qu'il a été enregistré lors des dites manifestations 23 morts, 97 blessés dont 26 graves. Parmi lesquels une dizaine était présente à la cérémonie de prières.

Présidée par l'imam Mahmoud Dicko, la cérémonie a regroupé, outre le Coordinateur général de la Coordination des mouvements, associations et sympathisants de Mahmoud Dicko (CMAS), Issa Kaou Djim, le représentant des familles fondatrices de Bamako, Dramane Niaré, celui de l'imam Lassana Kané de Ségou et bien d'autres invités. Les membres du Comité stratégique du M5-RFP étaient aussi présents.

Après la lecture du Saint Coran par l'imam Moussa Bagayogo, l'autorité morale du M5-RFP, l'imam Mahmoud Dicko, a invité nos compatriotes à l'union sacrée au chevet du Mali, en se pardonnant mutuellement. Selon lui, l'objectif de la cérémonie est de prier à la mémoire de ces braves jeunes qui ont donné leur vie pour défendre le Mali.

«Nous sommes venus pour faire un recueillement en même temps donner un message à tout le peuple malien, pour que le sang versé par ces jeunes gens soit le ciment pour encore ressouder le peuple malien», a déclaré le leader religieux. Pour lui, il est temps de chasser le démon de la division et de la haine de nos cœurs afin de les remplir d'espérance et d'amour des uns envers les autres.

Le parrain de la CMAS a aussi invité ceux qui gèrent de nos jours le pays à rester vigilants, leur conseillant de ne pas décevoir la confiance que le peuple leur a placée. Il a salué les jeunes héros qui ont parachevé les luttes de plusieurs jours d'une frange importante du peuple, leur demandant de tenir leur parole.

À ce propos, l'imam Dicko a affirmé qu'on ne donnera à personne un chèque en blanc désormais pour la gestion de ce pays. «Personne ne fera ce qu'il veut de façon anarchique dans ce pays, c'est fini», a-t-il averti.

En outre, Mahmoud Dicko a exhorté les membres du Comité militaire à s'asseoir avec le M5-RFP ainsi que toutes les forces vives pour parler dans l'entente. Il leur a aussi demandé de faciliter la situation et d'alléger la souffrance des Maliens.

Pour sa part, le coordinateur général de la CMAS, Issa Kaou N'Djim, a expliqué que la cérémonie s'inscrivait dans la logique du combat heureux

Lutte antiterroriste au centre : L'armée a mis hors de combat une vingtaine d'assaillants



La semaine dernière, précisément la journée du jeudi 27 août, a été marquée par une série d'incidents armés dans plusieurs localités du centre du pays. Une vingtaine d'assaillants abattus, des équipements récupérés, des présumés suspects appréhendés.

Ces événements se sont enchaînés le jeudi dernier avec une attaque terroriste complexe contre les FAMA dans les secteurs de Konan et Douentza, causant la mort de trois militaires. Cette embuscade a été suivie d'une contre-offensive appuyée par l'armée de l'Air au cours de laquelle, l'armée déclare avoir détruit des repaires djihadistes et neutralisé une vingtaine d'entre eux. Deux véhicules ont été récupérés et une dizaine d'engins à deux roues appartenant aux assaillants ont été détruits lors des frappes. Toujours dans le même secteur et lors d'une opération de ratissage, l'armée a découvert dans la forêt de Batouma un camion de vivres probablement destiné à des hommes armés. La cargaison a aussitôt été acheminée vers la gendarmerie. Au même moment dans la soirée, quelque sept présumés terroristes ont été appréhendés par une patrouille militaire dans la ville de Sévaré alors qu'ils s'attaquaient aux installations de la SOTELMA. Ces présumés terroristes ont été confiés à la gendarmerie pour d'éventuelles investigations.

Ajoutons que le jeudi 27 août, les FAMA ont déjoué une attaque terroriste non loin de Bouka Wèrè dans le secteur de Diabaly. Un engin explosif improvisé (EEI) découvert aux alentours de la localité a été neutralisé et détruit sans incident.

Rappelons que mercredi une autre attaque terroriste avait été repoussée non loin de N'Gomacoura lors d'une opération de ratissage des FAMA. Ce regain de mouvements terroristes dans les régions de Ségou et Mopti dans le même temps devrait pousser les militaires à demeurer vigilants et à faire preuve d'anticipation pour contrer d'éventuelles attaques simultanées et de grande ampleur.

A DIARRA

du peuple malien qui s'est battu pour le respect des institutions, demander la bonne gouvernance ainsi que les questions de fond telles que l'éducation, la lutte contre l'insécurité... Les salutations du représentant des familles fondatrices de Bamako, suivies du témoignage du porte-parole des parents des victimes, Mamadou Tangara, ont été d'autres moments forts de la cérémonie.

Aboubacar TRAORÉ

Inondations au Mali : Plus de 26 700 personnes affectées



Les inondations ont touché environ 3993 ménages, soit 26 711 personnes dont 5400 personnes déplacées internes dans les régions de Gao, Mopti, Ségou, Kayes, Tombouctou, Ménaka et Kidal selon les données recueillies par les services techniques étatiques.

Selon le bulletin d'information d'Ocha, au total, 58 % des personnes affectées vivent dans les régions de Mopti et Ménaka. Les dégâts matériels engendrés par les inondations incluent la destruction de 1460 maisons et plus de 100 tonnes de vivres ainsi que la perte de 736 hectares de culture et de plus de 300 têtes de bétail.

En vue de faciliter une assistance rapide aux populations sinistrées, les partenaires humanitaires ont soutenu les directions régionales de la protection civile (DRPC) et du développement social (DRDS) dans l'exercice de mise à jour des plans de contingence.

En outre, en appui aux efforts des autorités, les acteurs humanitaires ont assisté en vivres, en abris et en produits non alimentaires les familles les plus vulnérables. Ils contribuent également aux séances de sensibilisation sur les risques de propagation de la Covid-19 dans les lieux de refuge des personnes sinistrées (écoles, infrastructures étatiques, etc.) Toutefois, il convient de préciser que cette assistance, bien que cruciale pour sauver des vies et préserver la protection et la dignité des personnes sinistrées, reste insuffisante par rapport aux besoins croissants liés aux inondations.

D'autres interventions sont à prioriser afin de briser le cycle récurrent des inondations à savoir le curage des caniveaux pour l'écoulement des eaux de ruissellement, la construction des digues autour des agglomérations urbaines à risque et la sensibilisation de la population sur les risques de construire dans des zones inondables.



Embargo sur le Mali : Le bétail, le gilet anti embargo



Depuis quelques jours, l'organisation dont le Mali est Etat membre, la CEDEAO, a imposé un embargo jusqu'au retour de l'ordre constitutionnel à cause du coup d'état contre le président de la République du Mali.

Cependant, certains maliens pensent que cet embargo est une opportunité pour le pays de sortir de ses tripes sa « maliannité », mais d'autres notamment les commerçants pensent le contraire. Car il pourrait entraîner des conséquences dramatiques pour l'économie.

L'interdiction de faire le commerce avec les pays voisins mécontente les vendeurs de bétail. Des pays voisins s'approvisionnent en viande chez nous. Des informations qui nous parviennent font état de la hausse du prix du kilo de viande dans ces pays. Cette situation pourrait être avantageuse pour les Maliens.

Les pays voisins ne seront pas les seuls affectés même la MINUSMA va être affectée. Selon un responsable de la filière qui a souhaité garder l'anonymat les animaux sont achetés au Mali, acheminés au Sénégal puis abattus dans leur laboratoire et la viande est ramenée à Bamako pour la consommation de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

L'élevage est une pratique très courante et se pratique aisément. Du fait des liens séculaires que les Maliens dans les campagnes comme dans les villes entretiennent avec les animaux. Pour la plupart des Maliens, avoir quelques moutons, chèvres, poulets ou autre animal domestique est une culture, avec une explication superstitieuse présentant, l'animal comme étant une protection.

Mahamadou YATTARA

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Les terroristes se dotent de nouveaux équipements militaires : Des dispositifs de surveillance



Dans une vidéo récemment diffusée sur les réseaux sociaux, l'agence « Thabat » qui diffuse la propagande des terroristes du « Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans » (GSIM) a dévoilé des équipements militaires retrouvés près de la localité de Talhandak, relevant de la commune de Tessalit, région de Kidal, vers la frontière algérienne.

Ces équipements de haute qualité sont notamment des dispositifs de surveillance avec des caméras haute définition appartenant aux militaires français de Barkhane. Ils ont été retrouvés à l'intérieur d'une grotte. Les images ont été diffusées à travers l'agence de propagande des terroristes du GSIM « Thabat Agency » les présentant comme un butin de guerre. On ignore comment ce matériel est arrivé sur place et surtout quel sort lui sera réservé par les terroristes. Il convient de préciser que ce n'est pas la première fois qu'une telle découverte est faite par les terroristes. En novembre 2018 un équipement similaire a été découvert par les terroristes du GSIM dans la vallée d'Achamor, située entre Boughessa et Tin-Zaouatene, dans l'extrême nord de la région de Kidal. Ce qui pourrait supposer que les terroristes s'en servent pour lancer des opérations. A moins que les militaires français aient les moyens de localiser ces dispositifs de surveillance au cas où ils seraient activés. En tout cas, pour l'heure l'inquiétude demeure dans la mesure où les terroristes possèdent un certain nombre d'équipements militaires dont la plupart proviennent, cette fois, de nos forces lors des attaques.

Massiré DIOP

Le groupe Renouveau à l'honneur : Maliki Diallo lauréat du prix MaMa20, catégorie télé



Notre collègue Maliki Diallo, journaliste au Groupe Renouveau depuis 2012, est le lauréat de la 4e compétition du prix Mali media Award 2020 (MaMa20), catégorie télé. Il a reçu son trophée vendredi dernier à l'hôtel de l'Amitié.

Initiée par la Fondation Tuwindi, cette compétition, dénommée Mali Media Awards, a pour but de célébrer le professionnalisme et l'excellence journalistique au Mali. Fruit d'un détenteur d'une maîtrise à la Faculté de géographie et diplômé de l'Ecole supérieure de journalisme de Lille, la production de notre collègue Maliki Diallo, reporter au Groupe Renouveau, a attiré l'attention des membres du jury.

Il s'agit d'un reportage dont le titre est « Abattoir hors normes : danger sur la santé ». Ce magazine de 26 minutes a été primé meilleur magazine catégorie télé du prix MaMa20. Après avoir reçu son trophée, le lauréat a exprimé toute sa satisfaction. « Je suis très content, c'est un sentiment de satisfaction qui m'anime présentement. Je rends grâce à Allah et à mes parents. Je leur dédie ce trophée ainsi qu'à tous mes formateurs et mes collaborateurs », a-t-il déclaré.

Ce reportage qui a été diffusé sur Renouveau TV au mois de janvier, montre la face cachée d'une aire d'abattage située à Baguinéda. Il s'est surtout intéressé aux conditions d'abattage. Selon l'heureux récipiendaire du jour, les conditions d'hygiène ne sont pas respectées. « L'aire d'abattage n'est pas bien gérée. Nous avons rencontré les autorités en charge de l'abattoir et le responsable de cette aire d'abattage. C'est un problème de santé publique qu'il renferme », a-t-il indiqué.

En plus de notre collègue, d'autres lauréats ont reçu leurs prix. Signalons que de sa création à nos jours, les MaMa ont enregistré 480 candidatures dont 100 pour les Mama20, 23 lauréats dont 7 à cette 4e édition.



Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous



Crise scolaire : Les regards sont rivés sur la junte !

Les responsables des syndicats de l'éducation signataires du 15 octobre 2016, ont rencontré, vendredi 28 août 2020, une délégation du Comité National pour le Salut du Peuple conduite par son 2ème vice-président, Sadio Camara. Les deux parties ont longuement échangé sur l'application de l'article 39 du statut des enseignants.

La crise scolaire cristallise les débats. Depuis le rebondissement de la situation, les enseignants ont décidé de déposer la craie jusqu'à l'application de l'article 39. Les enseignants veulent forcément sentir les dividendes de cet article, qui a fait couler beaucoup d'encres et de salives, sur leur salaire de septembre 2020. Par cette rencontre élargie à tous les acteurs de l'école malienne, la junte voulait d'abord avoir plus d'informations sur la mise en œuvre de l'article 39 du statut des enseignants. Après des débats houleux entre les différents acteurs, les responsables des syndicats signataires ont demandé à la junte une garantie pour la levée de son mot d'ordre de grève, c'est-à-dire de prendre une ordonnance. Au cours des échanges, les enseignants ont clairement dit, en présence des responsables des départements concernés, qu'avant la démission forcée d'IBK, le projet de décret suivait son circuit normal. Pour eux, le régime déchu était dans la dynamique d'appliquer l'article 39, conformément au procès-verbal de conciliation signé le 17 juin 2020. En terme clair, ils ont pointé du doigt les membres du Comité National pour le Salut du Peuple d'être responsables du retard ac-

cusé dans son application.

Pour le 2ème vice-président du CNSP, ils ont parachevé l'œuvre d'une frange de la population qui réclamait le départ d'IBK. Aussi, a-t-il dit, les militaires veulent être une solution à tous les maux qui minent notre gouvernance. Sadio Camara a précisé que l'éducation est au cœur de leurs actions. Mais compte tenu de la situation, la prise en compte de l'incidence financière de l'application de l'article 39 ne sera pas facile pour le moment.

Pour Yacouba Iamine Dembélé, le secrétaire général de la fédération nationale des parents d'élèves, il est vital voire impérieux qu'un accord définitif soit trouvé à cette crise. L'école malienne est dans la tourmente depuis une décennie. « Nous sommes venus à cette rencontre, c'est notre devoir, parce que durant des mois nous avons lutté par rapport à l'application de l'article 39. On était même arrivé à un procès-verbal de conciliation. Il ne faudrait pas que cela soit remis en cause. Pratiquement rien n'a été arrêté. J'ai l'impression que le Comité National pour le Salut du Peuple voulait avoir des informations par rapport à cette histoire d'article 39. Ils ont eu toutes les

informations nécessaires. La décision maintenant leur appartient. Le CNSP a programmé une autre rencontre dans les jours à venir pour qu'ils puissent trouver une solution durable », a-t-il laissé entendre à sa sortie.

A en croire Ousmane Almoudou Touré, la couleur de l'année dépendra du Comité National pour le Salut du Peuple car l'Etat est une continuité. « Sans l'application des retombées de l'article 39 sur le salaire du mois de septembre, conformément à l'esprit du procès-verbal de conciliation, nous n'allons pas reprendre le chemin. La junte a évoqué les difficultés financières pour la prise en compte de cette incidence. Pour nous, cet argument ne tient pas. 24 heures avant le coup d'Etat, le ministre de l'économie et des finances nous avait reçus. Il a indiqué clairement que toutes les dispositions sont prises pour que les enseignants sentent l'effet des dividendes sur leur salaire. En se référant à ces propos, la question de l'insoutenable ne se pose plus. Nous restons droits dans nos bottes jusqu'à la satisfaction de la revendication. Les militaires seront les seuls responsables, si l'année scolaire 2019-2020 n'est pas sauvée », a-t-il lancé. Au moment où nous mettions sous presse, les deux parties n'avaient conclu aucun accord. Ce qui signifie qu'il va falloir patienter avant qu'une issue favorable ne soit trouvée à cette crise qui n'a que trop duré. En tout état de chose, le spectre de l'année blanche plane.

■ Ibrahim Sanogo

Education : Les parents aux aguets

Soucieux de l'application de l'article 39, la synergie des enseignants maintient la barre haut, malgré le renversement du régime. Alors que notre pays est dans un mécanisme de refondation, l'éducation étant le fondement de la nation doit impérativement reprendre son cours pour tenter à nouveau de sauver l'année et réfléchir sur le bon déroulement de l'année prochaine. D'aucuns proposent de faire une année blanche au détriment d'une année tronquée.

L'école Malienne, pendant ces dernières années, fait face à une série de crises multidimensionnelles dont la plus exaspérante est la grève des enseignants. En effet, l'éducation scolaire au Mali est devenue un casse-tête. Accablés par la situation, les parents d'élèves ne souhaitent autre chose que le retour des enfants dans les classes. Angoissés par le devenir des enfants, ils ont soutenu les enseignants dans leur grève, sous l'ère d'Ibrahim Boubacar Kéita et de Boubou Cissé, à travers la société civile. Le combat a été rude mais les syndicalistes ont fini par remporter la bataille. Cette victoire avait ravivé l'espoir des parents et même des élèves, croyant enfin connaître la réouverture des classes. Hélas, la joie a été de courte durée. A quelques mois de la signature du protocole d'accord d'application de l'article 39, certains individus mal intentionnés auraient voulu tromper la vigilance des personnels enseignants en suspendant le décret de sa mise en vigueur. Consternés par ce geste, les enseignants ont abandonné les classes.

Par un coup du sort, il s'est produit l'événement conduisant à déloger le Président de la République, puis à démissionner en dissolvant le gouvernement et l'Assemblée Nationale. L'intrépide peuple, avec le soutien de son armée, est parvenu à se débarrasser de celui qu'il qualifie de Pharaon, de tyran ou même de despote, considéré comme l'unique coupable de la paralysie de l'éducation nationale.

Pour certains parents d'élèves, à l'issue de cet événement libérateur et révélateur, les enseignants doivent passer outre leur mot d'ordre d'arrêt des cours et fléchir face à ce nouvel ordre découlant de leur lutte, penser à l'avenir des enfants de ce pays et du développement de la nation. « **A cet effet, j'exhorte la synergie à revoir leur décision pour le**

bien des enfants. J'avais souscrit à leur combat. Mais dans le contexte actuel de crise socio-politique, à la suite du basculement du pouvoir, ils doivent faire appel à leur sens de patriotisme », a confié Moussa Sanogo, Parent d'élève. Tout en ajoutant que, du moment où il est possible de sauver cette année scolaire, la synergie pourrait, par solidarité et fraternité, continuer les cours avant la mise en place d'un comité de transition. « Il fallait continuer les cours pour terminer l'année. Après l'examen, les enseignants grévistes pourront prendre en otage les résultats », a-t-il souligné.

En dépit de cet optimisme des parents, certains élèves et étudiants ont expliqué qu'il serait judicieux de déclarer cette année blanche parce que, au regard de cette position statique des enseignants, l'année tend vers cette situation. Et il serait illusoire d'admettre que les enfants auront les compétences requises pour bien attaquer la classe supérieure. C'est pourquoi, avec ce nouveau chantier de refondation, les structures en charge des questions d'éducation doivent agir de concert pour proposer un meilleur plan de rattrapage raisonnable du temps perdu. « **Cette nouvelle position des enseignants grévistes confirme à suffisance leur détermination à l'application de leur fameux article 39** », soutient Bah Traoré, élève-maitre. Il a poursuivi son allocution en certifiant que le décret de l'année blanche pourrait de même être une porte de sortie pour les apprenants pour raison d'insuffisance de connaissances. Ce temps pourrait également être mis à profit pour la recherche d'une résolution durable et fructueuse pour les maux dont l'école malienne souffre.

Soungalo Abdramane Berthé, Enseignant, a exprimé sa déception pour cette génération vic-



time de cette turpitude provoquée par le bras de fer entre les syndicats et le gouvernement précédent. En outre, il affirme que cette décision de la synergie n'arrange guère personne, dans la mesure où elle met en péril l'avenir des enfants qui seront, à un moment donné, les bras valides de la nation. « **Ce maintien de la grève présage une année blanche** », déclare-t-il.

Affligés de regarder les enfants à la maison et essoufflés par la durée de la lutte, les Maliens, spécifiquement les parents d'élèves, sont hantés par certaines questions : est-il possible d'espérer un sauvetage de l'année ? Mieux, la planification du programme de l'année prochaine aura-t-elle le résultat attendu en termes de savoir ? Quel impact socio-économique aura cette crise sur le futur ? Des questions qui demeurent sans réponse tangible.

En tout état de cause, le Mali est dans une phase de reconstruction. Il serait judicieux de suspendre toutes les actions de revendication afin d'assurer le meilleur aboutissement de ce processus et de maintenir toutes les structures en activité pour le bonheur des citoyens. Ainsi, dans la logique de participer à cette reconstruction, les enseignants grévistes doivent mettre leur égo de côté, et rejoindre les classes pour démontrer leur grandeur d'esprit, leur sens de patriotisme et leur fraternité, puisque l'école est le seul moyen de garantir un avenir aux enfants et une égalité de vie socio-économique.

Il faut noter que plusieurs citoyens ignorent les sources de motivation des grévistes à la veille de cette révolution.

■ **Lassina Sidibé Stagiaire**

Cour d'assises de Bamako : Tradithérapeute d'un genre particulier

Le « praticien » parvient à convaincre sa patiente d'entretenir des rapports intimes avec lui pour qu'elle recouvre la santé. Et c'est une grossesse indésirée qui s'en est suivie. La suite...

Au deuxième jour des travaux de la Cour d'assises, les jurés avaient sur la table quatre (04) dossiers se rapportant à des infractions contre les mœurs : viol, pédophilie, attentat à la pudeur. Ce dernier cas a fait comparaître devant les jurés WD, un Dogon bon teint, tradithérapeute de profession.

Ce quadragénaire est inculpé pour des faits d'atteinte sexuelle sur LF, une jeune fille qu'il s'était proposé de délivrer du mal dont elle souffrait. C'était à Yirimadio, ce quartier populaire à la périphérie de la Commune VI du District de Bamako. Ces faits sont prévus et punis par les dispositions des articles 202 et 213 du code de procédure pénale. Ils peuvent donner lieu à l'application de peines criminelles.

De l'acte d'accusation, il ressort que la demoi-

selle LF souffrait d'incessants et réguliers maux de ventre. Elle a longtemps cherché un guérisseur pour combattre son mal afin d'être finalement soulagée. C'est comme cela qu'elle a appris que le sieur WD est un marabout réputé dans ce domaine pour avoir traité les maux de nombreuses personnes qui ont finalement retrouvé la pleine santé. Ainsi, courant août 2017, la jeune dame s'est rendue chez le guérisseur pour une consultation médicale. Le tradipraticien s'est mis à l'œuvre et est parvenu à identifier les maux dont souffrait sa patiente. Cela étant, il lui fallait maintenant trouver le médicament approprié pour combattre le mal et soulager la jeune fille.

C'est comme cela que le tradithérapeute expliqua à sa patiente qu'il a un produit en poudre, efficace contre son mal. Se présentant en véritable professionnel, il a expliqué à son vis-à-vis la façon dont cette poudre magique doit être utilisée. Sans broder autour, l'homme lui fait savoir que le produit en question devra être appliqué sur le pénis d'un homme avec qui la

patiente devra obligatoirement entretenir un rapport intime. Comme elle souffrait énormément, elle a pris la poudre magique avec le praticien dans l'espoir de l'utiliser comme cela lui a été clairement dit.

Malheureusement, il semble qu'elle a cherché un partenaire dans tout le quartier sans succès. Totalement dépitée, la patiente est retournée le lendemain chez le guérisseur pour lui expliquer clairement qu'elle n'a pas eu de partenaire afin d'utiliser son médicament. Pis, il se trouve qu'elle n'avait pas non plus un petit ami avec qui elle pouvait essayer la poudre magique du guérisseur. C'est comme si le praticien n'attendait que cela. Séance tenante, il s'est lui-même proposé candidat pour passer à l'acte.

Il a convaincu la jeune fille qu'il était d'ailleurs la personne la mieux indiquée pour un tel traitement. Cependant, il semble que le tradipraticien n'était pas du goût de la patiente. Mais l'homme insista jusqu'à la faire plier et accepter de passer à l'acte, un peu malgré elle. Il en fut ainsi. Mais malgré tout, apparemment, les maux de ventre de la jeune fille n'ont pas disparu après ce premier essai. La jeune fille a trouvé logique de retourner chez le praticien pour une seconde séance d'essai. Tout comme la première fois, ils sont passés de nouveau à l'acte.

Après ces deux relations intimes, quelques



temps plus tard, la jeune fille constata un retard de son cycle menstruel. Elle retourna de nouveau chez le guérisseur pour lui expliquer cet état de fait. L'homme la rassura cette fois-ci avec une autre poudre qu'elle devra introduire dans sa partie génitale pour attendre le résultat qui, selon lui, ne devrait normalement pas tarder. C'est au cours de ces va-et-vient chez le tradipraticien que la mère de la jeune fille soupçonna une grossesse. La mère a coincé et interrogé sa fille pour comprendre un peu comment cela a pu se passer. Mais surtout qui en était l'auteur. C'est comme cela que la jeune fille a désigné le tradithérapeute WD comme étant l'auteur de la grossesse qu'elle porte.

Apparemment, les parents et les proches de la jeune fille n'ont pas souhaité passer cette affaire sous silence. Ils l'ont creusée jusqu'à ce que le faux tradipraticien se retrouve devant des juges en Cour d'assises.

Une fois à la barre, après la lecture de l'arrêt de renvoi qu'il a écouté attentivement, l'homme a reconnu les faits sans ambages. Il avait certainement oublié qu'il les avait niés devant le magistrat instructeur. Il venait ainsi

de se faire prendre dans un double langage. Il ne restait plus au tradipraticien que de s'expliquer en donnant sa version des faits. Mais avant, le juge l'a taquiné (cousinage à plaisanterie oblige) : « Es-tu un Dogon ou une personne » ?

« Je suis un Dogon », a-t-il répondu tout paniqué, au milieu des éclats de rires de l'assistance. Puis il se lança dans ses justifications. Il tenta d'attendrir le cœur des jurés en soutenant qu'il a tout simplement pris sa victime en pitié lorsqu'il a compris que celle-ci souffrait d'une telle maladie. Et surtout qu'elle manquait cruellement de partenaire pour appliquer le produit afin de la soulager. D'où l'étonnement général aussi bien des jurés que de l'assistance quant à l'existence d'un médicament du genre.

Le ministère public a estimé que les faits sont clairs : « non seulement, il est tradithérapeute, il est aussi en mesure de mettre au point des produits abortifs ». Ce passage de l'acte d'accusation, le tradithérapeute l'avait caché. Il ignorait que les juges connaissaient tout le contenu du dossier sur le bout des doigts. Partant de là, le défenseur des citoyens a requis

que l'accusé soit maintenu dans les liens de l'accusation. Mais son conseil était loin d'être de cet avis. Celui-ci a soutenu que son client a reconnu les faits durant toute la procédure. Partant de là, la robe noire a plaidé coupable avant de solliciter la clémence de la Cour avec l'application des articles 18 et 19 du code pénal.

Par finir la Cour a reconnu l'accusé coupable des faits tout en lui accordant des circonstances atténuantes. Au moment de se prononcer sur la peine, le parquet s'est aligné sur la décision de la cour. Mais dans sa dernière intervention, l'avocat de la défense a sollicité une peine avec sursis au profit de son client. La Cour a finalement condamné le tradipraticien à deux ans de prison. Peine qu'il semble avoir déjà purgée. Visiblement affecté par le temps qu'il a passé en détention, le bonhomme est sorti libre de la salle d'audience en murmurant ces mots : « Je retourne dans mon village... ».

■ **Tamba CAMARA**

SAMA
transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money

Transition : Le tandem CNSP - M5-RFP se met en place

Les deux entités doivent être les moteurs du changement que les Maliens appellent de leurs vœux. Elles ont convenu de se donner la main pour conduire la dynamique Prévus samedi au Centre international de conférences de Bamako (CICB), la rencontre d'échanges convoquée par le Comité national pour le salut du peuple (CNSP) autour de l'organisation de la transition a été reportée sine die. L'objectif était d'inclure tous les Maliens à la rédaction de cette nouvelle page de l'histoire de notre pays.

En effet, dans un communiqué publié la veille, le CNSP avait convié samedi les organisations ci-après, à des échanges autour de l'organisation de la transition. Il s'agit du Conseil national de la société civile, du Forum des organisations de la société civile, des Mouvements signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger. Étaient conviés également, les groupements des partis politiques de la majorité, de l'opposition politique, du centre et les partis non-alignés.

Après ce communiqué où il n'était pas cité nommément, la réaction du Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques

(M5-RFP) ne s'est pas fait attendre. Le M5-RFP a indiqué qu'il «regrette de n'avoir pas été invité » à cette rencontre. Le Mouvement a rappelé «la lutte patriotique du peuple malien à travers plusieurs manifestations publiques durant plusieurs mois dans le but de contribuer à l'émergence d'un Mali nouveau que les Forces armées et de sécurité ont parachevée le 18 août 2020».

Dans le communiqué rendu public à cet effet, le M5-RFP a ajouté : «qu'à ce titre, le M5-RFP est et demeure un acteur majeur de ce changement voulu et doit être associé au premier plan à la conception de l'architecture de la transition avec l'ensemble des forces vives de la nation».

Pour appuyer la protestation du M5-RFP, l'imam Dicko, son autorité morale, a vivement interpellé le CNSP, samedi. Le leader religieux a exhorté les "jeunes gens" des Forces armées et de sécurité du pays "à rester vigilants et à savoir que le peuple malien leur fait confiance et d'œuvrer à ne pas décevoir cet espoir". Il a également invité les membres du CNSP "à s'entendre avec le M5-RFP pour associer toutes les forces vives de la nation à la mise en place de la transition, dans le respect et la

dignité".

"Le CNSP doit arrêter sa course solitaire pour éviter de commettre les mêmes erreurs que leurs prédécesseurs. Les militaires doivent nous faciliter la tâche et alléger la souffrance du peuple. Ils doivent être une solution et non un problème", a insisté l'imam Mahmoud Dicko qui a ensuite martelé : «On ne donnera à personne un chèque en blanc désormais pour la gestion de ce pays». Le leader religieux s'exprimait au cours d'une cérémonie de prières et de sacrifices en hommage aux victimes des manifestations des 10, 11 et 12 juillet derniers, pour réclamer la démission du président Ibrahim Boubacar Keïta.

Après avoir essuyé la rebuffade du M5-RFP, le Comité national pour le salut du peuple a dû revoir son agenda. Mais l'avis du report des assises prévues samedi a été publié un peu tardivement. Dans la matinée du samedi, des centaines de personnes ont convergé au CICB pour la rencontre. C'est à l'heure annoncée pour le début des travaux que les participants ont été informés du report de ces assises par un communiqué des autorités militaires. « Pour des raisons d'ordre organisationnel », le président du Comité national pour le salut du peuple a reporté la rencontre à une date ultérieure. Cependant, des sources dignes de foi ont indiqué que ce report serait certainement dû à la réaction du M5-RFP qui avait décidé de ne pas prendre part à ces assises.

TRANSITION APAISÉE- Annoncée le même jour à 17h30 au ministère de la Défense et des An-





ciens combattants, la rencontre entre les nouvelles autorités et le M5-RFP a finalement eu lieu à Kati dans la soirée. À l'issue des échanges, Issa Kaou Djim, coordinateur de la CMAS et membre du Comité stratégique du M5-RFP, a indiqué qu'ils ont eu des échanges fructueux et que le malentendu a été dissipé. Selon lui, le M5-RFP et le CNSP sont d'accord qu'ils doivent se mettre ensemble avec le reste du pays pour réussir une transition apaisée conformément aux intérêts du peuple malien.

Dr Choguel Kokalla Maïga, un autre leader du comité stratégique du M5-RFP ajoutera que les échanges ont porté sur la relation entre le Mouvement et le CNSP, étant entendu que ce sont les deux principales forces du changement. Selon lui, le CNSP est, en quelque sorte, l'organe politique qui a parachevé «la lutte héroïque du peuple malien portée par le M5-RFP». Les deux entités doivent, estimera-t-il, harmoniser leurs positions sur la conduite des affaires du pays.

«Les positions du M5-RFP sont connues depuis des mois et c'est autour d'elles que le peuple a été mobilisé. Les positions du CNSP ont été brièvement énoncées dans leur première déclaration où il a été dit qu'il y aura une transition politique civile», a rappelé Choguel Kokalla Maïga, soulignant que les deux parties ont déjà eu une première rencontre de prise de contact. Et lors de la rencontre de samedi, les échanges ont porté sur l'organisation de la transition.

«Le M5-RFP a élaboré un document sur la transition. Notre souhait est qu'il y ait une articulation harmonieuse entre les positions du M5-RFP et celles du CNSP», a insisté le président du Mouvement patriotique pour le renouveau (MPR). D'après lui, ce document a été remis au Comité militaire qui a besoin d'un temps pour l'examiner et le confronter à sa propre vision. Mais déjà, les deux parties ont convenu d'une deuxième séance de travail autour de ce document.

Par ailleurs, au sujet de l'organisation de la transition, le parti de l'ancien Premier ministre Soumeylou Boubèye Maïga a fait des propositions consignées dans un communiqué. L'Alliance pour la solidarité au Mali-Convergences des forces patriotiques (ASMA-CFP) a fait savoir son soutien à une transition d'une courte durée entre 12 et 14 mois avec la mise en place d'organes chargés de conduire cette transition.

Le parti propose un président civil, chef de l'État avec un vice-président issu du CNSP, un gouvernement de mission dirigé par un Premier ministre civil, un Conseil national de la transition qui sera l'organe législatif composé des différents acteurs politiques, des représentants de la société civile et des Forces armées et de sécurité ayant pour missions de légiférer et de contrôler l'action du gouvernement.

De son côté, l'Adema PASJ aussi a fait part de son idée sur la transition. Le Parti de l'Abeille propose l'organisation des pouvoirs publics à

travers un Accord politique de transition (APT) qui transcende la Constitution actuelle tout en ne remettant pas fondamentalement en cause le régime politique actuel (régime semi-présidentiel) et d'autres acquis démocratiques de la révolution de mars 1991. L'accord politique devra être endossé par la communauté internationale à travers la Cedeao afin de lui conférer la légitimité juridique requise pour rester dans le cadre normatif de la Constitution du 25 février 1992.

“L'Accord politique de transition doit être élaboré par une équipe d'experts mise en place par le CNSP, et soumis à l'approbation de l'ensemble des forces politiques et sociales”, suggère l'Adema PASJ pour qui la transition doit être conduite par trois organes de gouvernance : un président de transition consensuel ; un gouvernement de transition de taille réduite (25 membres au plus) dirigé par un Premier ministre consensuel ; un organe législatif dénommé Conseil national de transition (CNT). Pour sa part, l'imam Mahmoud Dicko, autorité morale du M5-RFP, a indiqué sur une radio internationale que de son « point de vue, trois ans, c'est trop pour la transition ». Il est plutôt d'accord pour une transition d'une durée de 18 mois sinon moins, et dirigée par un civil consensuel.

■ **Dieudonné DIAMA**

Mali : L'inquiétude de familles pour leurs proches arrêtés lors du coup d'État



Lors du coup d'État du 18 août dernier, près de 20 civils et militaires ont été arrêtés. Certains, à commencer par le président de la République Ibrahim Boubacar Keita, ont été libérés. Mais que deviennent les autres ? Des familles affirment n'avoir pas droit de visite.

Outre le président renversé, un de ses collaborateurs et l'ancien ministre des Finances et de l'Économie Abdoulaye Daffé ont été libérés. Mais une quinzaine d'autres personnes est toujours détenue.

Parmi elles, le Premier ministre Boubou Cissé. Il a été arrêté au même moment que l'ancien président dont il a partagé un moment le lieu

de détention. Aucun membre de la famille de Boubou Cissé n'a pu lui rendre visite depuis. Aucun avocat non plus. Cependant d'après nos informations, les proches de l'ancien Premier ministre lui apportent le repas, mais sans pouvoir le lui remettre directement.

Autres civils toujours détenus : Moussa Timbiné, éphémère président de l'Assemblée nationale. Rien d'officiel n'a encore été reproché à ces deux personnalités. De hauts gradés de l'armée sont toujours aux arrêts. Parmi eux, l'ancien ministre de la Défense et celui de la Sécurité.

Interrogée par RFI, une source proche de la junte affirme que tous les détenus ont reçu la

visite d'associations de défense des droits humains, et sont bien traités. « Nous voulons constater de nos propres yeux », rétorque un proche d'un des détenus.

Qu'en pensent les Bamakois ?

Quels rapports doivent prévaloir entre les militaires du CNSP qui ont pris le pouvoir et la coalition du M5-RFP ? L'envoyé spécial de RFI, David Baché, a posé la question à des habitants de Bamako.

Pendant trois mois, avant le coup d'État, ce sont eux qui ont organisé la contestation dans les rues maliennes. Partis politiques, syndicats, organisations religieuses et de la société civile : dans sa diversité, le M5-RFP s'envisage donc comme un « partenaire naturel » de la junte qui a finalement pris le pouvoir. C'est aussi ce que pense Madani Sangaré, entrepreneur. « C'est le Comité [national pour le salut du peuple, formation des putschistes, NDLR] qui a assuré le travail du M5. Mais il ne peut rien faire sans le M5 ». Dramane Traoré, à la recherche d'un emploi, renchérit : « Si vous nous voyez là, actuellement à l'aise, c'est grâce au M5-RFP. C'est eux qui ont eu le courage. Ils connaissent les enjeux politiques alors que les militaires ne sont pas doués en politique, donc il faut qu'il y ait des gens du M5. »

Mais d'autres estiment au contraire que les militaires du CNSP sont désormais les seuls à même de porter le changement attendu par les Maliens. « Je veux qu'on laisse la place aux jeunes avec les militaires. Pas les membres de la M5, je ne veux pas qu'ils participent. Ce sont des vieux politiques, les mêmes personnes depuis des années, il faut du changement », Toumani Keita, jeune diplômé. Assis à ses côtés, Souleymane Diallo s'inscrit dans le même fil : « J'aimerais que les militaires prennent le pouvoir pour diriger le pays. Le M5, ce sont des vieilles têtes, je n'aimerais pas qu'ils aient le pouvoir. Les militaires, ça encourage. »

La junte au pouvoir a toujours assuré vouloir travailler avec la coalition M5-RFP, comme avec toutes les forces vives maliennes. Mais le M5 veut plus : décider de la transition avec le CNSP, sur un pied d'égalité.

■ Source : RFI



Transition : Mahmoud Dicko propose 18 mois ou moins et un civil, à sa tête

L'imam Mahmoud Dicko, leader du mouvement de contestation politique M5-RFP, dont il est l'autorité morale, s'est exprimé sur Radio France Internationale (RFI) sur les sanctions de la CEDEAO et la future transition politique. Pour lui, la transition devrait être dirigée par un « civil consensuel » et ne devra durer que 18 mois... ou moins ! Très calme, le guide a su éviter les questions pièges du confrère lorsque celui-ci attaque avec la question de savoir s'il approuvait le renversement du Président IBK ? « Approuver le renversement du régime ? Moi je ne comprends pas les choses comme ça... IBK a démissionné, pourquoi parler de « renversement » ? non pas sans défendre les militaires maliens qu'on accuse à tort d'avoir abandonné les casernes. « Depuis quand les militaires ont quitté leurs casernes ? », s'est-il interrogé. Et d'assener clairement « Même maintenant, ils sont dans les casernes. Il faut quand même donner du temps au temps pour qu'on organise les choses... Les militaires, ils ne sont pas à Koulouba, ils sont dans leurs casernes, alors il faut quand-même donner un peu du temps pour que les gens mettent de l'ordre dans ce qui se fait. A propos de sa demande de pardon en faveur de l'ancien président IBK, alors que le M5-RFP

plaide plutôt pour un audit de la gestion du défunt et la mise en branle, en conséquence, de la machine judiciaire, l'imam Dicko a voulu enlever toutes nuances à ce niveau : « Écoutez, audit et pardon n'ont rien à voir avec le reste, nous sommes dans un État de droit, mon grand frère (IBK s'entend) est un sujet de droit, c'est aussi un démocrate, je ne pense pas que cela est lié avec le pardon. Le pardon c'est une vertu malienne, on se pardonne dans tout, on doit le pardonner, ça n'a rien à voir avec la question judiciaire... En tout cas, nous sommes dans un État de droit, donc ça n'a rien à voir avec le droit ». Quid donc de l'injonction faite au CNSP par la CEDEAO d'engager une transition civile et dont la durée ne doit pas dépasser les 12 mois ? Sur ce point, Mahmoud Dicko a parlé avec son cœur et a été on ne peut plus clair : « Écoutez, c'est tout le peuple malien qui doit décider de cela, ce n'est pas moi. Moi je ne suis qu'un individu, je crois qu'il faut faire une concertation de toutes les forces vives de la Nation pour dégager quelque chose qui va certainement faciliter la mise en œuvre de l'État qui est depuis très longtemps arrêté. Maintenant, ce que la CEDEAO a dit, c'est à approcher et à voir, il ne sert à rien vraiment de s'éterniser dans une transition. Il faut quand-même qu'on trouve

un moyen pour sortir de cette situation vite. De mon point de vue, trois ans, c'est trop. Moi je voyais ça peut être... dix-huit mois, quelque chose de raisonnable ou sinon moins. Mais trois ans, c'est trop de mon point de vue. Je crois que vu les circonstances, vu le contexte dans lequel nous sommes, je pense qu'il faut donner ça à un civil consensuel ».

Pour ce qui concerne les sanctions de la CEDEAO qui, selon le confrère, commencent déjà à se faire sentir au niveau des entrepreneurs et des commerçants..., l'autorité morale du M5-RFP s'est voulu tempéré et compréhensif : « Je n'ai pas grand-chose à dire, nous sommes un peuple, et sanctionner le peuple, vraiment c'est lui faire du tort. Le peuple n'est pas responsable de ce qui est arrivé. Maintenant, les dirigeants de la CEDEAO sont des gens responsables, ils ont des textes, ils sont obligés de les appliquer. Le Mali a souscrit à la CEDEAO, nous avons accepté les termes qui dirigent cette organisation, mais ça ne peut pas s'appliquer aux autres et ne pas s'appliquer à nous ».

Vous avez dit que personne n'imagine qu'il y aura encore un chèque en blanc, qu'est-ce que vous voulez dire par là ?, interroge le confrère. Et l'imam de répondre : « Il faut que tout le monde sache que personne n'aura un chèque en blanc pour en faire à sa tête et faire ce qu'elle veut. C'est pour les civils et les militaires, c'est pour tout le monde. On doit désormais prendre ça en compte, que le peuple ne va pas croiser les bras et regarder les gens faire. On a trop duré dans des crises interminables, et il faut trouver une solution pour en sortir ».

Et parlant de son impression sur les militaires de Kati, Mahmoud Dicko dira que ce sont des jeunes gens censés, responsables, qui mesurent la portée de la responsabilité qui est la leur aujourd'hui... Aussi les appelle-t-il à agir très vite pour sortir le pays de cette situation. Acceptera-t-il, si les forces vives de la nation lui proposaient comme président de la transition ? Le guide religieux reste constant avec lui-même : « Non, moi je l'ai dit, c'est très clair, je ne change pas de langage du jour au lendemain. J'ai dit que je regagne ma mosquée. Je ne serais pas président ni d'une transition ni de gouvernement ni d'autre chose. Je suis imam et je resterai imam Inchallah ».

■ Yama DIALLO

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Environnement : Pourquoi nos rues sont-elles si sales?

Le constat est là, les rues de la capitale malienne laissent à désirer. Les déchets plastiques, les eaux usées, les ordures débordantes y peuvent être visibles. Pourtant cela n'était pas le cas 20 ans en arrière. Qu'est-ce qui a changé dans nos habitudes? Et comment y remédier pour que nos rues deviennent propres?

Dans l'ancien temps, la propriété faisait partie des habitudes de toute la communauté. Les rues étaient propres, le respect de l'environnement et du voisinage dominait. Chaque matin, les femmes balayaient la devanture de leur maison et les ordures étaient bien cachées du regard des passants et du voisinage. De nos jours avec l'avènement des sachets plastiques, la surpopulation de la ville, la construction anarchique des maisons ainsi que le problème d'évacuation des déchets, les rues de la capitale laissent à désirer avec son cortège de mouches et de moustiques.

C'est ainsi que nous nous sommes rendus dans certains quartiers pour demander l'avis des uns et des autres sur ce problème. Pour Souleymane OUATTARA, la dégradation

de nos rues peut s'expliquer par le fait que les femmes utilisent trop de sachets plastiques. "Quand elles vont au marché, chaque chose achetée est emballée dans le plastique. Arrivées à la maison, elles jettent ces sachets à la poubelle ou dans la rue." Affirme-t-il. En revanche, Malick SANOGO pense que c'est la construction anarchique des maisons qui pose problème. "Les maisons sont construites sans tenir compte du respect de l'environnement. L'eau des fossés coule dans les rues, c'est ce qui entraîne les mouches et les moustiques. Et nos enfants tombent tout le temps malades. Les sachets plastiques peuvent salir les rues certes, mais les eaux usées des fossés provoquent des maladies. En cette période d'hivernage, des gens attendent la pluie pour déverser l'eau de leurs fossés dans les rues. C'est ça le vrai problème", a-t-il déploré.

Quant à TRAORÉ Fanta CISSE, elle est préoccupée par les ordures ménagères qui débordent dans les rues. Je cite : " Dans notre quartier, beaucoup de familles jettent les ordures sur un espace un peu éloigné. Nous

sommes rares à payer les G.I.E pour qu'ils viennent prendre nos ordures. C'est pourquoi, quand il pleut, les ordures déposées un peu plus loin se dispersent dans les rues. D'autres ménages ne sont pas équipés de poubelle, ce qui fait qu'ils jettent les ordures dehors sans tenir compte du voisinage et de l'environnement. A cause de cela, nous ne pouvons plus faire de grin dehors dû à l'odeur nauséabonde".

Face à ces multiples problèmes, Madou COULIBALY préconise quelques solutions. " Il faut au préalable instaurer une journée de salubrité dans tous les quartiers chaque semaine ou chaque mois. Exiger que chaque ménage ait une poubelle adéquate et s'assurer que les nouvelles constructions respectent les normes. "

Toutefois Mariam BAGAYOGO, âgée de 60 ans, demande aux femmes d'utiliser des paniers quand elles vont au marché pour éviter de prendre plusieurs sachets. Aussi, elle les exhorte de balayer la devanture de leur maison afin que les rues restent propres. Si toutes les femmes s'y mettent, les rues seront moins sales.

Il serait donc temps de s'occuper de nos rues afin d'éviter les maladies et de vivre sainement dans un environnement propre.

■ **AFANOU KADIA DOUMBIA,**
stagiaire



Cohésion sociale : Hamed Bakayoko exhorte les populations de Daoukro à privilégier l'intérêt supérieur du pays et à cultiver la paix



Daoukro, Le Premier Ministre ivoirien, Hamed Bakayoko, a exhorté le 29 août 2020 les populations de Daoukro (Iffou), à penser à l'intérêt supérieur du pays et à cultiver la paix pour permettre au gouvernement de poursuivre sa mission de dévelop-

pement. "Nous invitons les frères et sœurs de Daoukro à penser à l'intérêt supérieur du pays et à cultiver la paix pour permettre au gouvernement de poursuivre sa mission de développement, en mettant davantage de services sociaux de

base à la disposition des populations.", a plaidé Hamed Bakayoko.

Il a ajouté que le gouvernement est venu apporter sa compassion et sa solidarité à toutes les communautés vivant à Daoukro. Et surtout les inviter à consolider l'accalmie retrouvée. S'adressant aux jeunes, le Premier Ministre leur a demandé de ne pas compromettre leur avenir, à cause des querelles politiques. Il les a appelés à dire non aux hommes politiques qui les poussent les uns contre les autres. En outre, il les a rassurés sur l'engagement du gouvernement à débloquer les financements pour leurs projets et favoriser ainsi leur insertion professionnelle.

Au cours de sa visite, le Chef du gouvernement a échangé avec la Roi de Daoukro, Nanan Kongo Lagou II, avant de rencontrer les élus, les leaders communautaires et la jeunesse à la préfecture de ladite ville.

A Daoukro, des conflits communautaires consécutifs aux marches de l'opposition pour protester contre la candidature du Président Alassane Ouattara à l'élection présidentielle du 31 octobre prochain, ont opposé des jeunes. La visite de travail du Chef du gouvernement, entreprise depuis le 27 août 2020, a pris fin avec l'étape de Daoukro. Dans les localités visitées (Bonoua, Gagnoa et Divo), il a prêché le message du vivre-ensemble, en vue de préserver un climat de paix, de cohésion et de solidarité.

RDC : L'ancien catcheur albinos Mwimba Texas est décédé

Lancien catcheur congolais Mwimba Texas est décédé dimanche 30 août à l'âge de 53 ans à Kinshasa. Selon sa famille, il était malade depuis plusieurs jours. Avec plus de 650 combats, il prônait un catch professionnel, sans fétiche. Premier catcheur albinos, Mwimba Texas s'était également engagé dans la lutte contre les préjugés auxquels font face les gens atteints de ce problème de pigmentation de la peau.

Invaincu en 652 combats, Mwimba Texas était une légende du catch congolais, mais il était aussi particulièrement connu en RDC pour son engagement dans la lutte contre les préjugés

auxquels font face les albinos, une anomalie génétique dont il était lui-même atteint.

Le catcheur avait d'ailleurs lancé en 1998 une fondation portant son nom pour venir en aide à ceux qu'il appelait « ses frères albinos ». Il se battait notamment pour inciter les personnes atteintes de cette dépigmentation de la peau causée par un déficit de mélanine à se protéger du soleil pour éviter les cancers de la peau.

La popularité de Mwimba Texas a aussi contribué à sensibiliser la société congolaise au sort des albinos qui sont encore régulièrement assassinés en Afrique car jugés comme étant



des êtres diaboliques et sujets à des pratiques de sorcellerie.

Source : RFI

Politique : Kamala Harris, nouvelle cible des attaques racistes de Donald Trump

La colistière du candidat démocrate Joe Biden représente une large et dynamique diaspora noire dont l'influence est grandissante aux États-Unis. Et c'est justement ce qui irrite le président Donald Trump...

Une étape cruciale vient d'être franchie dans le calendrier qui mène tout droit à l'élection présidentielle américaine du 3 novembre : Joe Biden a finalement choisi Kamala Harris comme colistière sur le ticket démocrate.

Ce choix n'est pas surprenant, tant la sénatrice de Californie faisait partie des grandes favorites pour ce poste convoité. Elle réunit beaucoup de qualités : elle est une femme (une condition sine qua non), noire (de père jamaïcain et de mère indienne, elle se définit elle-même comme telle), démocrate centriste mais attentive aux demandes de l'aile gauche du parti ; très à l'aise à la télévision et bonne débattuse (ce qui sera utile face à Mike Pence). Ses quelques faiblesses (une campagne moyenne lors des primaires démocrates ; un échange aigre-doux avec Biden lors d'un débat télévisé, et un bilan de procureure de Californie qui pose question au moment où la police américaine est sur la sellette) n'ont finalement pas pesé lourd, et le camp démocrate a unanimement salué la décision de Biden.

Identité noire

D'un point de vue sociologique, Kamala Harris représente parfaitement la nouvelle vague migratoire venue d'Asie et des Caraïbes qui a transformé la société américaine à partir de la fin des années 1960. Au XXe siècle, nombreuses ont été les personnalités politiques d'origine caribéenne : Marcus Garvey, Stokely Carmichael, Shirley Chisholm, Colin Powell et tant d'autres.

La mère de Kamala Harris, venue d'Inde, éleva ses deux filles en valorisant leur identité noire, et la sénatrice n'a jamais renié cet héritage : « Je suis née noire. Je mourrai noire. Je ne vais pas m'excuser auprès de ceux qui ne comprennent pas » confia-t-elle dans une inter-

view en 2019.

De fait, être « noir » aux États-Unis renvoie à un monde diasporique très large qui inclut celles et ceux qui ont des ancêtres africains, ou sont africains eux-mêmes. Cela n'équivaut pas à être « africain américain », une identité qui renvoie à celles et ceux issus d'ancêtres esclaves sur le territoire américain.

Comme Barack Obama, dont le père était kenyan, Kamala Harris fait partie d'un monde noir diasporique dynamique, dont l'influence est grandissante aux États-Unis. Cela a pu faire grincer quelques dents du côté de certains Noirs américains, qui regrettent que les Noirs qui accèdent, ou sont en mesure d'accéder aux plus hautes fonctions, soient issus de la diaspora plutôt que du monde africain américain stricto sensu, mais ces voix discordantes sont très minoritaires.

Le choix de Kamala Harris est très largement approuvé par les Noirs américains en général, si l'on en juge par les réactions des éditorialistes, des réseaux sociaux, et les reportages de presse. Les prochains sondages devraient confirmer ces bonnes dispositions.

Un ticket rassurant

Du côté de la population blanche, Kamala Harris est également une personnalité consensuelle : elle est une femme, ce qui devrait conforter l'avance des démocrates dans l'électorat féminin. Rappelons qu'en 2016, Trump avait rassemblé 53 % des suffrages des femmes blanches, en dépit de son machisme décomplexé.

Il devrait en aller différemment en novembre, pour des raisons qui tiennent à la manière dont Trump a géré la crise sanitaire, et au mouvement Black Lives Matter, qui bénéficie d'un soutien majoritaire de leur part. Certes, l'électorat fidèle à Trump ne changera



pas d'avis, mais il ne suffit pas au président sortant pour être réélu. Dans les États critiques du Michigan, du Wisconsin et de la Pennsylvanie, une très large majorité de femmes blanches est désormais acquise aux démocrates.

Dans des États habituellement conservateurs comme le Texas ou la Géorgie, les femmes modérément républicaines pourraient bien faire la différence, en votant Biden-Harris, un ticket finalement rassurant.

Vitupérations racistes

Côté républicain, la riposte n'a pas tardé. Sans craindre de se contredire, Trump et ses amis dénoncent le « gauchisme » supposé de Kamala Harris, tout en fustigeant ses actions de procureure intransigeante.

De manière plus venimeuse, Trump s'est interrogé sur le droit de Harris à être candidate à la vice-présidence. Certes, la californienne a plus de trente-cinq ans (première condition légale), mais est-elle bien née aux États-Unis (seconde condition) ? La question est absurde, puisque la sénatrice est née à Oakland — et peu importe la nationalité de ses parents.

Mais Trump veut instiller le doute, comme il l'avait fait avec Obama. Avec d'autres enragés, il avait questionné son lieu de naissance, en dépit de l'acte officiel que l'ancien président avait présenté pour couper court aux rumeurs. De fait, aux yeux de Trump, un homme noir ou une femme noire ne peuvent légitimement aspirer à la fonction présidentielle, car ils ne sont pas tout à fait américains. Les vitupérations du président ne s'attaquent pas seulement aux choix politiques de ses adversaires, mais aussi à leur américanité, lorsqu'ils ne sont pas blancs.

Didier Drogba : Vers un sauvetage de sa candidature à la présidence de la FIF ?



La Fifa a demandé la suspension de toute activité liée aux élections de président de la fédération de football de Côte d'Ivoire (FIF) jusqu'à ce qu'elle ait reçu différents documents.

Craignant que le processus électoral ne soit pas libre et équitable, l'instance dirigeante du football mondial a demandé à la commission électorale de la FIF d'envoyer les dossiers de tous les candidats pour ce vendredi 28 août 2020 au plus tard.

"Dans l'attente de vos documents et informations, nous vous invitons à suspendre toutes les actions relatives au processus électoral jusqu'à nouvel ordre", a écrit la secrétaire générale de la Fifa, Fatma Samoura, à la commission électorale.

La lettre de Samoura a été envoyée jeudi, le jour même où la candidature de l'ancien capitaine de la Côte d'Ivoire et star de Chelsea, Drogba, a été rejetée faute d'avoir obtenu les soutiens nécessaires.

"Certains disent que la commission a été empêchée d'exercer ses activités dans un calme total et de manière indépendante en raison d'interférences extérieures", a déclaré Mme

Samoura dans sa lettre.

Samoura a également déclaré que la Fifa avait appris que la commission électorale et son nouveau président, élu le mois dernier, n'avaient pas pu "mener à bien leurs tâches ... relatives à la mission qui leur avait été confiée".

La Fifa a demandé la liste complète des membres de la commission électorale et les comptes-rendus de quatre réunions, dont une en juillet où le nouveau président de la commission électorale a été élu et une autre en août impliquant le comité exécutif de la FIF.

Un feuilleton à suspense

La candidature de Didier Drogba à la tête du football ivoirien a été un véritable feuilleton à multiples rebondissements avec tous les ingrédients qui font les meilleures intrigues de séries qui vous tiennent en haleine : du suspense, des trahisons, des coups bas, etc.

Rien n'a manqué depuis que Didier Drogba a fait connaître son intention de briguer la présidence de la Fédération Ivoirienne de Football (FIF) et de succéder à son actuel patron Au-

gustin Sidy Diallo.

L'élection initialement prévue le 16 mai a été reportée au 5 septembre prochain pour cause de coronavirus.

Selon les textes, pour être candidat à la présidence de la FIF, il faut : être présenté avec sa liste de membres du Comité Exécutif par un collectif de, au moins, huit (8) membres actifs de la FIF à savoir trois (3) clubs évoluant en D1, deux (2) clubs évoluant en D2, deux (2) clubs évoluant en D3 et un (1) groupement d'intérêt du football. Ces derniers au nombre de cinq corporations (joueurs, arbitres, entraîneurs, dirigeants et médecins) sont chargés de valider les candidatures à la direction du football ivoirien.

En lice contre Idriss Diallo, ancien 3ème vice-président de la FIF, et l'actuel vice-président de la Fédération et président de la Ligue Sory Diabaté, la star du foot ivoirien n'a pas réussi à réunir suffisamment de parrainages.

Retour sur les différents épisodes de cette ténébreuse du foot ivoirien.

La "trahison" des siens

Ses pairs regroupés au sein de l'Association des footballeurs ivoiriens (Afi) ont porté leur choix après l'Assemblée générale ordinaire du 4 juillet sur Yacine Idriss Diallo. L'Afi se dresse ainsi contre la candidature de Drogba, qui en est pourtant le vice-président.

Malgré l'appel de Yaya Touré, ancien capitaine des Éléphants, aux joueurs ivoiriens de soutenir l'ex-star de Chelsea, les joueurs ivoiriens ont préféré porter leur choix sur Idriss Yacine Diallo, vice-président sortant de la FIF.

L'ancien international Salomon Kalou a par exemple appelé à voter contre son ancien coéquipier en sélection nationale et au club de Chelsea. En novembre dernier, il avait pourtant préféré apporter son soutien à la candidature de Didier Drogba plutôt qu'à celle de son frère Bonaventure également candidat. Abdoulaye Meité, qui a été coéquipier de Drogba en équipe nationale et à l'Olympique de Marseille a fait le même choix.

La Fédération internationale des associations de footballeurs professionnels (FIFPro), la structure mère de l'Association des footballeurs ivoiriens s'est désolidarisée dans un Tweet de la position de l'Afi et a suspendu l'organisation de joueurs. Le syndicat mondial des joueurs de football reproche à sa section d'avoir parrainé Idriss Yacine Diallo plutôt que son vice-président, Didier Drogba.

Les anciens joueurs ont également choisi de soutenir Sory Diabaté, premier vice-président de la Fédération ivoirienne de football (Fif) et président de la Ligue de football professionnel.

Le lâchage des entraîneurs

Malgré des prises de positions comme celle d'Eugène Diomandé, président du Séwé Sport de San Pedro (Ligue 2) ou Souleymane Sidibé, président du Stade d'Abidjan (Ligue 2), l'ex-international ivoirien n'a pas réussi à convaincre les dirigeants de club.

Le 8 juillet, les entraîneurs décident d'accorder

leurs voix, tout comme les joueurs à Idriss Yacine Diallo. Ce dernier obtient 8 voix contre 2 pour Sory Diabaté et 1 pour Didier Drogba au terme du vote des membres de l'association. Lors de son dépôt officiel de candidature le 1er août, le dossier de Didier Drogba comprend seulement le parrainage de 3 clubs de Ligue1, 2 de Ligue2 et 2 de D3, loin derrière les soutiens affichés par ses concurrents.

Le coup de grâce des médecins

Habités à sauver des vies, les médecins de la FIF ont tué les derniers espoirs de Didier Drogba. L'association des médecins du sport est le dernier groupement d'intérêt à s'être prononcé sur son choix de candidat. Elle s'est également montrée défavorable à la candidature de Drogba. La dernière chance de Didier Drogba s'est envolée le 16 juillet quand l'association des médecins de la FIF, accorde son parrainage à Sory Diabaté.

Mercato : Guardiola est à Barcelone... pour Messi ?

Pep Guardiola se trouve actuellement à Barcelone. Pour voir Lionel Messi, qui souhaite rejoindre Manchester City cet été ?

Une photo, et des milliers de rumeurs. Pep Guardiola ne l'a pas fait exprès, mais sa présence à Barcelone a trouvé un écho particulier sur les réseaux sociaux après une visite dans un restaurant huppé de la capitale catalane. Le chef a voulu immortaliser ce moment avec l'ancien coach du Barça, et a ensuite publié le résultat sur la toile.

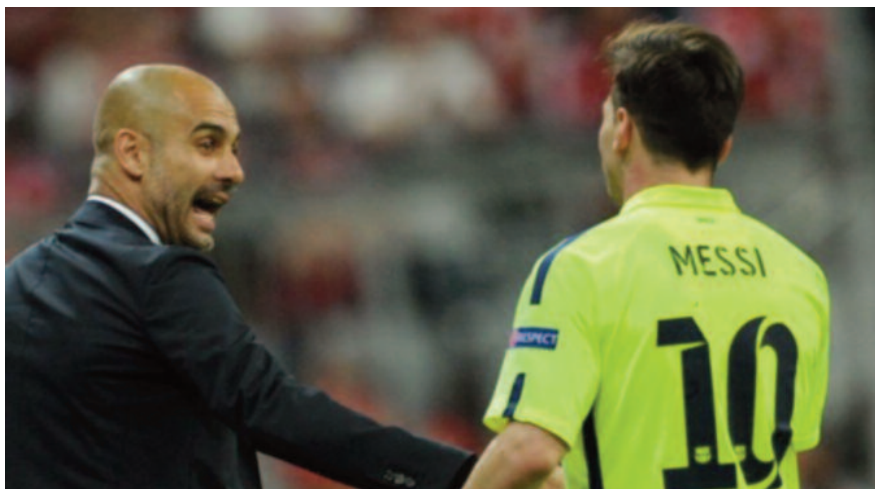
Guardiola est à Barcelone, donc. "Mais ce n'est pas un scoop", rappelle le Mundo Deportivo, sachant que l'entraîneur de Manchester City y possède une maison, et qu'il était accompagné par sa famille. Mais, forcément, les rumeurs envoyant Lionel Messi chez les Skyblues ont offert une autre grille de lecture à ce séjour. Un autre haut dirigeant de City en Catalogne D'autant plus que d'après les informations de

MD et de l'émission El Chiringuito, Guardiola est bien à Barcelone pour rencontrer Messi, avec qui il a déjà eu un entretien téléphonique. Et ce n'est pas tout : Ferran Soriano, autre haut dirigeant de City, se trouve également en Catalogne.

Beaucoup y verront la possibilité d'une rencontre à venir entre Leo Messi et lui. D'autres y verront une simple présence pour ses vacances.

Officiellement, Soriano se rend à une réunion pour le club de Girona, qui appartient au City Football Groupe. Mais sa présence a elle aussi eu le don d'alimenter les rumeurs de transfert, lequel ne sera effectif uniquement lorsque la direction barcelonaise acceptera de négocier. D'après MD, ce n'est pas demain la veille...

Source : goal.com/fr





♈ Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous tendrez à manquer de diplomatie et à trop foncer tête baissée. Il est vrai que l'inertie ambiante ne favorisera pas vos intérêts, mais ne forcez pas les choses. Vous devrez agir avec une main de fer certes, mais dans un gant de velours quand même !

Vous pourrez compter sur de bonnes conditions financières ou plus exactement d'appuis, de soutiens, dès lors que vous aurez besoin d'un apport d'argent. Vos opérations administratives ou bancaires seront largement favorisées avec un Uranus bienveillant.



♉ Taureau (20 avril - 19 mai)

Au travail, votre patience est mise à rude épreuve. Vous travaillez dur et avec peu de reconnaissance. Cette situation vous laisse un goût amer ! La fatigue intellectuelle se fait sentir chaque jour davantage. Pensez à faire des pauses. C'est indispensable.

Les astres vous rendent impulsif. Vous risquez de compenser votre nervosité avec des achats faits sur des coups de tête ! Les gadgets pour la voiture et la décoration vous tentent par tous les diables ! Les frais sont importants, mais vous restez zen.



♊ Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Votre impatience ou vos actions menées durant la dissonance astrale Lune-Mars pourront vous faire perdre le sens de la logique... À cause de cela, votre crédibilité va s'évanouir dans la nature ! On ne vous donnera plus que des tâches peu gratifiantes...

Ami Gémeaux, vos dépenses financières seront le prolongement de votre égo surdimensionné... Une dissonance planétaire en provenance de Mars fera de vous aujourd'hui le frimeur du zodiaque ! Tout sera prétexte à montrer que vous avez de l'argent...



♋ Cancer (21 juin - 21 juillet)

Pas si confiant, vous remettez vos compétences professionnelles en cause. Que vous arrive-t-il cher natif ? Vous doutez à ce point, à cause d'une baisse de tonus ? Pas de panique, il faut reprendre le dessus, vous n'avez pas le choix. Uranus vous pousse à la dépense aujourd'hui, ça tombe bien, vous mourriez d'envie de faire des emplettes et si en plus de ça, vos finances sont en forme. Vous n'en demandez pas plus, vous prenez ce qu'il y a à prendre. Vous êtes assez satisfait !



♌ Lion (22 juillet - 23 août)

Jupiter et Saturne contribueront à stabiliser votre situation professionnelle, sans vous enfermer dans des habitudes. Au contraire, tout s'animera à l'intérieur de votre cadre, sans modifier vos points d'ancrage. Libre à vous de donner cours à vos ambitions.

Vous multipliez les actions pour limiter les risques financiers. Ne vous attendez pas à être soutenu dans vos démarches. Vous rencontrerez des refus, des oppositions et de la mauvaise volonté pour vous aider. Mais vous ne baiserez pas les bras.



♍ Vierge (23 août - 23 septembre)

C'est le moment de négocier une hausse de salaire. Vous pouvez tenter votre chance. Une prime peut faire l'objet d'un débat. Un peu de patience. Les démarches sont en cours. Vous devez faire attention aux clauses. Avant de signer, lisez bien entre les lignes.

Les articles de décoration et les vêtements sont vos péchés mignons ! Même si vous êtes vigilant, vous pourriez craquer sur des articles ! Si vous faites du shopping, fixez-vous une limite ! Mais il n'est pas certain que vous teniez l'engagement.



♎ Balance (23 septembre - 22 octobre)

On aura besoin de vous pour instruire et former de nouveaux collègues. Mise sur le travail bien fait. C'est là que vous aurez le maximum de chances de marquer des points. Vous saurez exploiter vos talents d'une manière tout à fait originale et atypique.

Avec les sous, il vaut mieux attaquer le problème à la source pendant qu'il est temps. C'est pourquoi vous allez réduire votre consommation de tabac, le montant de votre enveloppe destinée aux jeux d'argent, etc. Il n'y a pas de petites économies !



♏ Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous pourriez avoir l'impression d'avoir fait le tour de votre poste actuel. Vous envisagez un changement. Avant de prendre une décision ferme et définitive, vous décidez de demander l'avis de l'un de vos proches. Vous avez besoin de conseils.

Ce n'est pas quelques petits euros en moins sur votre compte qui vont vous empêcher de dépenser, sauf que vous avez plutôt intérêt à réfléchir à deux fois, avant de mettre vos finances à mal pour les jours qui suivent. Soyez vigilant.



♐ Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Depuis votre secteur VI, le transit d'Uranus vous incitera à innover, à changer votre mode de fonctionnement dans votre activité. Ne remettez pas tout en question, car on ne vous suivra plus sur vos initiatives, alors que certaines seront excellentes.

Par maladresse, parce que vous irez trop vite, vous croirez valider votre commande par internet et cela ne sera pas le cas. Lorsque vous vous apercevrez de votre bévue, il sera trop tard pour bénéficier de ce code promo intéressant financièrement.



♑ Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous rêvez de changer d'activité. Les finances ne sont pas suffisantes. Vous espérez gagner davantage très vite ! Des démarches commencent. Vous avez l'espoir de trouver un nouveau poste. Il peut être une fonction commerciale ! Continuez vos entretiens !

De l'agacement persiste dans les finances. Vous faites toujours attention tandis que les frais continuent ! Ne prêtez pas de l'argent. On ne vous le rendrait pas ! Encore un peu de patience et tout devrait entrer dans l'ordre ! En attendant, restez positif !



♒ Verseau (20 janvier - 19 février)

Si vous occupez un poste de cadre, vous songerez à tout plaquer pour travailler en tant que manutentionnaire ! Si vous êtes simple employé et après un rapide calcul, l'écart entre votre salaire et les allocations chômage ne sera pas énorme...

Ça s'en va et ça revient... comme les paroles de cette chanson, l'argent s'en ira, mais aujourd'hui, il ne reviendra pas ! Sous la coupe de la dissonance Lune-Mars, votre chance presque insolente ne sera plus qu'un lointain souvenir. Anticipez !



♓ Poisson (19 février - 21 mars)

Si vous démarrez une nouvelle activité professionnelle, vous changez automatiquement vos habitudes. Aujourd'hui, vous avez du mal à vous y faire. Vous avez de la difficulté à trouver vos marques et vos repères. Vous en perdez votre motivation.

Vous profitez d'une gestion beaucoup mieux adaptée à vos moyens. Cher Poissons, votre budget retrouve un équilibre. Vous commencez à voir une nette amélioration, et cela vous donne confiance pour la suite. Persévérez dans vos efforts.

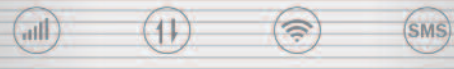
Promo Modem 4G



29 000 FCFA
au lieu de ~~39 900F~~

- 25%

**JUSQU'À 10 APPAREILS
CONNECTÉS EN SIMULTANÉ**



4G



**5 Go
offerts**



SPiRiT

Jusqu'au 30 juin 2020

Profitez du meilleur de l'Internet mobile pour vos **smartphones, tablettes et ordinateurs** avec une vitesse de connexion allant jusqu'à **150 Mbit/s**.

Rendez-vous dans nos agences.

service client : 6700
www.malitel.ml
www.facebook.com/malitel.official